

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 8 juillet 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 3 juin 1997 sur les protêts et de la loi du 10 juin 1997 portant des dispositions diverses relatives aux protêts et modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1957 relatif à l'exécution de l'article 38, alinéa 2, des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre", a donné le 27 août 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 8 juli 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de protestwet van 3 juni 1997 en van de wet van 10 juni 1997 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de protesten en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1957 betreffende de uitvoering van artikel 38, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes", heeft op 27 augustus 1997 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Intitulé

1. Le projet soumis pour avis au Conseil d'Etat mentionne notamment qu'il porte exécution de la loi du 10 juin 1997 portant des dispositions relatives aux protêts. En réalité, le texte soumis pour avis se limite à faire entrer cette loi en vigueur sans porter de réelles mesures d'exécution. La rédaction de l'intitulé du projet doit être revue en conséquence.

2. Dans l'intitulé et dans les visas, il y a lieu de mentionner l'intitulé exact de l'arrêté royal du 16 juillet 1957, à savoir : "arrêté royal relatif à l'exécution de l'article 38, alinéa 2, et de l'article 42 des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre".

La même observation vaut pour l'alinéa 3 du préambule, pour l'intitulé du chapitre II et pour l'article 9 du projet.

Préambule

Alinéas 1er et 2

Le projet d'arrêté royal se donne pour fondement les articles 2 à 4, 6 à 10 et 12 de la loi du 3 juin 1997 sur les protêts et les articles 14 et 18 de la loi du

.../...

10 juin 1987 portant des dispositions diverses relatives aux protêts.

Les seules dispositions des lois précitées attribuant des compétences au Roi sont les articles 2, 8, alinéa 3, et 10 de la loi du 3 juin 1997 ainsi que l'article 18 de la loi du 10 juin 1997. Il y a par conséquent lieu d'omettre du préambule la référence faite à l'article 12 de la loi du 3 juin 1997 et celle faite à l'article 14 de la loi du 10 juin 1997.

Aux mêmes alinéas 1er et 2, il faut écrire ", notamment", non "et en particulier".

Alinéas 4 et 5 (nouveaux)

Il y a lieu d'insérer, entre les alinéas 3 et 4 du projet, deux alinéas nouveaux rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 11 juin 1997;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 27 juin 1997;"

Alinéas 4 et 5 (devenant les alinéas 6 et 7)

Il convient de rédiger les deux alinéas comme suit :

.../...

"Vu la délibération du Conseil des ministres du 27 juin 1997 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 août 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1º, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Chapitre premier

On écrira "Chapitre premier" en toutes lettres.

Article 1er

Conformément à l'usage, l'adjectif "royal" doit être omis.

Article 2

Il y a lieu de citer la disposition créant l'Institut de réescompte et de garantie par son intitulé complet, à savoir, l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie.

.../...

Articles 3 et 4

Le texte néerlandais de ces articles devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5

Bien que le texte de l'article 10, § 2, de la loi du 3 juin 1997 ne s'oppose pas à l'établissement d'un modèle unique d'avis, on peut se demander s'il ne serait pas préférable, à l'instar de ce qui est projeté pour les actes de protêts, d'adopter deux modèles d'avis eu égard aux circonstances différentes donnant lieu à l'établissement des protêts et au contenu différent des avis visés par ladite loi.

Dans le texte néerlandais, la fin de l'article en projet doit être rédigée en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "... visée à l'article 8, alinéa 1er ...", non " ... visée à l'article 8, alinéa 1, ...".

.../...

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé ainsi qu'il a été proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7

L'alinéa 1er du texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2, in fine, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Article 8

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "527 francs" et, à l'alinéa 2, "280 francs".

2. A l'alinéa 2, il faut écrire "la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis".

3. A l'alinéa 3, il convient d'écrire "la redevance est multipliée".

.../...

4. Au dernier alinéa, les mots "ci-avant" seront omis.

5. Le texte néerlandais des alinéas 2, 3, 4 et 5 de cet article devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire à la fin de l'alinéa 2 du texte en projet " ... rend cet effet payable exclusivement en Chambre de compensation", au lieu de "... rend obligatoirement cet effet payable en Chambre de compensation".

Chapitre III

Il convient d'écrire :

"CHAPITRE III - Dispositions finales".

.../...

Article 10

La formule de l'article 10 ne se concilie pas avec les règles traditionnelles relatives à l'entrée en vigueur des lois et des règlements.

Par ailleurs, il est inutile de viser la loi du 3 juin 1997, puisque son entrée en vigueur se produit, conformément à son article 12, le même jour que la loi du 10 juin 1997.

En conséquence, l'article doit être rédigé comme suit :

"Art. 10 La loi du 10 juin 1997 portant des dispositions diverses relatives aux protêts, à l'exception de son article 14, ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 23 septembre 1997.

L'article 14 de la loi du 10 juin 1997 précitée entre en vigueur le 1er octobre 1997."

Signatures

La présentation doit être revue pour se conformer à l'usage.

.../...

Annexes

Il y a lieu de numéroté toutes les annexes et d'y indiquer la mention "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...".

Annexe I

L'indication de l'article 2 de la loi du 3 juin 1997 sur les protêts est superflue.

L'annexe doit exactement reprendre les mentions indiquées à l'article 3 de la loi précitée. On mentionnera ainsi en plus les prénoms, la raison sociale ou dénomination particulière, le domicile (et non l'adresse) ou le siège social des personnes concernées par le protêt. La mention de l'acceptation ou non de la lettre de change doit également être portée sur l'acte de protêt.

Enfin, il convient de remplacer le mot "Dressé" par le mot "Rédigé" et les mots "de régistration" par les mots "d'enregistrement".

Annexe II

L'indication de l'article 5 de la loi du 3 juin 1997 est superflue.

.../...

Pour une compréhension plus aisée de la mention "présent/absent", qui se rapporte à la personne du tiré-souscripteur (article 6, 3^o, de la loi du 3 juin 1997), figurant dans la première case de la colonne de droite, cette mention devrait venir au dessus de la référence au numéro de TVA.

La deuxième case de la colonne de droite doit également indiquer, le cas échéant, qu'aucune personne n'a pu être trouvée, en application de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 3 juin 1997 précitée.

La dernière case de la colonne de droite doit aussi mentionner les nom et prénoms de celui qui a dressé l'acte de protêt en application des articles 6, 1^o, et 3, 9^o, de la loi du 3 juin 1997 précitée.

Le texte néerlandais de cette annexe devrait, en outre, être adapté en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Annexe III

Abstraction faite de l'observation faite à propos de l'article 5 du projet, il y a lieu d'observer qu'il conviendrait de prévoir la biffure de la mention qui ne conviendrait pas lors de la rédaction de l'avis et l'indication de l'adresse de la personne ayant requis l'établissement du protêt.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

1. Het ontwerp dat ter fine van advies aan de Raad van State is voorgelegd, vermeldt onder meer dat het tot uitvoering dient van de wet van 10 juni 1997 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de protesten. In werkelijkheid beperkt de ter fine van advies voorgelegde tekst zich ertoe die wet in werking te laten treden zonder echte uitvoeringsmaatregelen vast te stellen. De redactie van het opschrift van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. In het opschrift en in de verwijzingen dient het juiste opschrift te worden vermeld van het koninklijk besluit van 16 juli 1957, te weten : "koninklijk besluit betreffende de uitvoering van artikel 38, tweede lid, en van artikel 42 van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes".

Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid van de aanhef, voor het opschrift van hoofdstuk II en voor artikel 9 van het ontwerp.

.../...

Aanhef

Eerste en tweede lid

In het ontwerp van koninklijk besluit worden de artikelen 2 tot 4, 6 tot 10 en 12 van de protestwet van 3 juni 1997 en de artikelen 14 en 18 van de wet van 10 juni 1987 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de protesten als rechtsgrond opgegeven.

Van de voormelde wetten dragen alleen de artikelen 2, 8, derde lid, en 10 van de wet van 3 juni 1997, alsmede artikel 18 van de wet van 10 juni 1997 bevoegdheden op aan de Koning. Bijgevolg dienen uit de aanhef de verwijzing naar artikel 12 van de wet van 3 juni 1997 en die naar artikel 14 van de wet van 10 juni 1997 te worden weggelaten.

In hetzelfde eerste en tweede lid schrijve men ", inzonderheid op", niet "en in het bijzonder".

Vierde en vijfde lid (nieuw)

Tussen het derde en vierde lid van het ontwerp dienen twee nieuwe leden te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 11 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, van 27 juni 1997;"

.../...

Vierde en vijfde lid (die het zesde en zevende lid worden)

Beide leden dienen als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 juni 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 augustus 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Bepalend gedeelte

Hoofdstuk I

In de Franse tekst schrijve men "Chapitre premier" voluit.

.../...

Artikel 1

Zoals gebruikelijk is dient het adjectief "koninklijk" te vervallen.

Artikel 2

Van de bepaling waarbij het Herdisconterings- en Waarborginstituut wordt opgericht, dient het volledige opschrift te worden vermeld. Men schrijve derhalve : "opgericht bij het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdisconterings- en Waarborginstituut.

Artikelen 3 en 4

Men schrijve "bedoeld in artikel" in plaats van "bedoeld in het artikel".

Artikel 5

Hoewel de tekst van artikel 10, § 2, van de wet van 3 juni 1997 er niet aan in de weg staat dat een enkel voorbeeld van bericht wordt opgesteld, rijst de vraag of het niet verkieslijk is, in navolging van wat is ontworpen voor de protestakten, twee voorbeelden van berichten op te stellen, gelet op de verschillende omstandigheden die aanleiding geven tot het opmaken van de protesten en op de

.../...

verschillende inhoud van de berichten bedoeld in de genoemde wet.

Aan het slot van het ontworpen artikel schrijve men "bezorgd" in plaats van "overgemaakt".

Artikel 6

In het eerste lid van de Franse tekst schrijve men "... visée à l'article 8, alinéa 1er ...", niet "... visée à l'article 8, alinéa 1, ...".

De Nederlandse tekst van dit lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De mededeling bedoeld in artikel 8, eerste lid, van de wet, geschiedt door een door de gerechtsdeurwaarder eensluidend verklaard afschrift van de protestakte aangekend toe te zenden aan het Herdisconterings- en Waarborg-instituut".

In het tweede lid schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt", "die zending" in plaats van "deze zending" en "vastgelegd in" in plaats van "vastgelegd door".

In het derde lid zou het beter zijn te schrijven :

.../...

"Het Herdisconterings- en Waarborginstituut deelt binnen vier dagen na de inschrijving waarvan sprake is in het vorige lid, aan de gerechtsdeurwaarder het aan de protestakte toegewezen repertoriumnummer mee". ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 7

In het eerste lid schrijve men : "Het toezenden van de attesten ... geschiedt door ...".

Aan het slot van het tweede lid dienen de woorden "van dit besluit" te vervallen en schrijve men "vastgelegd in" in plaats van "vastgelegd door".

Artikel 8

1. In het eerste lid dient te worden geschreven "527 frank".

Het tweede lid zou het beter als volgt worden gesteld : "Telkens als een protest ..., bedoeld in artikel 443 van de wet van 18 april 1851 op het faillissement, bankbreuk en de opschorting van betaling, doordat het Herdisconterings- en Waarborginstituut de betaling ... is gesteld, is aan de laatstgenoemde een bijdrage van 280 frank verschuldigd".

.../...

3. In het derde lid zou het beter zijn de woorden "het verloop" te vervangen door de woorden "de schommelingen", het woord "bekomen" door het woord "verkregen" en het woord "invoegetreding" door het woord "inwerking-treding".

4. Het vierde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Bij de vaststelling van het bedrag van de bijdragen worden de frankgedeelten naar boven of beneden afgerond tot op een frank naargelang de tienden al dan niet vijf bereiken".

5. Het laatste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De in het eerste en tweede lid vastgestelde bijdragen dienen betaald te worden in handen van het Herdisconterings- en Waarborginstituut of worden, voor wat de protesten betreft opgemaakt overeenkomstig hoofdstuk II van de wet, aan de Instituut bezorgd door de gerechtsdeurwaarder".

Artikel 9

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar schrijve men aan het slot van het tweede lid van de ontworpen tekst "... maakt dit effect uitsluitend betaalbaar in de

.../...

Verrekeningskamer" in plaats van "... maakt dit effect verplicht betaalbaar in de Verrekeningskamer".

Hoofdstuk III

Men schrijve :

"HOOFDSTUK III - Slotbepalingen".

Artikel 10

De formule in artikel 10 is niet in overeenstemming met de traditionele regels betreffende de inwerkingtreding van de wetten en verordeningen.

Bovendien is het nutteloos te verwijzen naar de wet van 3 juni 1997, aangezien de inwerkingtreding ervan, overeenkomstig artikel 12 ervan, geschiedt op dezelfde dag als die van de wet van 10 juni 1997.

Het artikel moet bijgevolg als volgt worden geredigeerd :

"Art. 10 De wet van 10 juni 1997 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de protesten, met uitzondering van artikel 14 ervan, alsmede dit besluit treden in werking op 23 september 1997.

Artikel 14 van de voormelde wet van 10 juni 1997 treedt in werking op 1 oktober 1997."

.../...

Ondertekeningsformulier

De inrichting moet worden herzien om zich te richten naar hetgeen gebruikelijk is.

Bijlagen

Alle bijlagen dienen te worden genummerd en de vermelding te dragen "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

Bijlage I

De vermelding van artikel 2 van de protestwet van 3 juni 1997 is overbodig.

De bijlage moet de vermeldingen in artikel 3 van de voormelde wet nauwkeurig overnemen. Zo dienen ook de voornamen, de firma of de bijzondere benaming van de vennootschap, de woonplaats (en niet het adres) of de zetel van de bij het protest betrokken personen te worden vermeld. Ook het al dan niet accepteren van de wisselbrief moet op de protestakte worden vermeld.

In de Franse tekst ten slotte, dient het woord "Dressé" vervangen te worden door het woord "Rédigé" en de woorden "de régistration" door de woorden "d'en-registrement".

.../...

Bijlage II

De vermelding van artikel 5 van de wet van 3 juni 1997 is overbodig.

Om de vermelding "aanwezig/afwezig", die betrekking heeft op de betrokkene-ondertekenaar (artikel 6, 3°, van de wet van 3 juni 1997), die voorkomt in het eerste vakje van de rechterkolom, beter te kunnen begrijpen, zou die vermelding boven de verwijzing naar het B.T.W.-nummer moeten komen te staan.

Het tweede vakje van de rechterkolom moet, met toepassing van artikel 7, tweede lid, van de voormelde wet van 3 juni 1997, in voorkomend geval eveneens vermelden dat men niemand heeft kunnen aantreffen.

In het laatste vakje van de rechterkolom dienen, met toepassing van de artikelen 6, 1°, en 3, 9°, van de voormelde wet van 3 juni 1997, tevens de naam en voornamen te worden vermeld van degene die de protestakte heeft opgesteld.

In het middelste vakje bovenaan dient het woord "overgesteld" vervangen te worden door het woord "toegezonden".

In het rechterbovenvakje schrijve men "zijn geregistreerd" en "is meegedeeld".

.../...

In voetnoot 4 schrijve men : "Naam en voornamen, firma of bijzondere benaming van ...".

Bijlage III

Afgezien van de opmerking die gemaakt is over artikel 5 van het ontwerp, dient erop te worden gewezen dat zou moeten worden voorzien in de schrapping van de vermelding die niet past bij de redactie van het bericht en in de vermelding van het adres van de persoon die verzocht heeft het protest op te maken.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

P. QUERTAINMONT,
S. GEHLEN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. E. THIBAUT, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coor-
dination a été rédigée par M. A.
LEFEBVRE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. E. THIBAUT, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. LIENARDY,
conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN

